

Rapport au CN
25 septembre 2021

- I. **Une campagne présidentielle qui se met en place mais qui ne répond pas aux attentes des Français**
 - A. **Les Français attendent du concret sur le pouvoir d'achat, l'éducation et la santé malgré un agenda politique dicté par l'extrême-droite.**

Nous l'avons tous constaté ces derniers jours, ces dernières semaines, depuis la rentrée : la campagne présidentielle s'installe, dans les médias et dans les têtes, bien que nombre de nos concitoyens ne se sentent pas encore pleinement concernés.

L'accélération est néanmoins notable, dans la sphère politique et médiatique.

Plusieurs candidats se sont notamment officiellement déclarés ces dernières semaines. Arnaud Montebourg, d'abord, le 4 septembre, depuis Clamecy dans la Nièvre, mettant la remontada au cœur de sa campagne. Anne Hidalgo, ensuite, depuis Rouen, la semaine suivante, le 12 septembre, avec le soutien du Parti Socialiste. Marine Le Pen, enfin, le même jour, le 12 septembre, depuis Fréjus à l'occasion de la rentrée politique du Rassemblement National.

Le casting se précise également du côté des écologistes, avec le duel entre Yannick Jadot et Sandrine Rousseau, qui sera tranché demain dimanche à l'occasion du second tour de leur primaire.

Du côté de la droite, à défaut d'une incarnation unique et légitime, on voit se mettre en place quelques tendances, avec un paysage polarisé par deux candidats, à ce stade du moins. Xavier Bertrand, d'abord : parti en campagne dès le mois de juin et refusant toujours de se soumettre à une éventuelle primaire, il semble conforté par le sondage commandé par Les Républicains. Les électeurs classés à droite et les militants du parti qu'il a pourtant quitté le voient comme le candidat le plus crédible pour porter une candidature unique. Deuxième de ce sondage et tirant son épingle du jeu, Valérie Pécresse, très active dans les médias ces derniers. Attention néanmoins au troisième homme, Michel Barnier, en embuscade et qui apparaît fidèle aux valeurs de la droite et crédible aux yeux de cet électorat. En termes d'organisation, se tient aujourd'hui samedi le congrès des Républicains : devrait y être tranché le mode de sélection du candidat à la présidentielle, entre primaire ouverte et congrès réservé aux seuls militants LR.

Enfin, une pré-campagne qui bat son plein pour le futur candidat Éric Zemmour, fort d'une association intitulée « Les Amis d'Éric Zemmour » et constituée en parti politique depuis le mois de juillet, et dont la tournée nationale de signatures de son livre constitue un lancement de campagne qui ne dit pas son nom. Au point de fissurer la sérénité apparente de Marine Le Pen, qui n'arrive plus à masquer son agacement et qui est incontestablement fragilisée.

Le paysage politique se précise, donc même s'il reste encore mouvant et incertain, notamment sur le nombre de candidats qui seront véritablement sur la ligne de part, une fois passée l'épreuve des parrainages.

Dans le même temps, les médias accompagnent ce frémissement : les émissions politiques se structurent autour de l'échéance présidentielle, logiquement, avec les candidats qui défilent aux heures de grandes écoutes, à commencer par les matinales. Les grilles font place à de nouvelles tranches dédiées à cet enjeu, à l'image d'Élysée 2022, nouvelle émission mensuelle sur France 2, ou encore du débat en prime time entre Mélenchon et Zemmour sur BFM TV intervenu ce jeudi.

Mais si la campagne se structure, il est toujours à déplorer un décalage immense entre les préoccupations des Français et les thèmes imposés dans le débat public.

À ce titre, l'enquête menée par l'IFOP, publiée le 30 août 2021, et consacrée aux thèmes prioritaires pour les Français à moins d'un an de l'élection présidentielle est éclairante. Quels en sont les éléments les plus saillants?

D'abord, que la santé et l'éducation caracolent en tête des préoccupations, très loin des thématiques identitaires que l'on nous ressasse à longueur d'émissions. Plus dans le détail, après plus de 18 mois de pandémie, la santé est la première place des priorités des Français - 83% estiment que la santé doit être « très prioritaire » - avec un bond spectaculaire depuis 2018 (+ 25 points). Deuxième priorité, là aussi à un niveau inédit depuis la création du baromètre IFOP : l'éducation, sujet très prioritaire pour 73% des Français, avec une augmentation très nette ces deux dernières années (+21 points).

Deux enseignements majeurs à cette étude. Premièrement, les services publics sont au cœur des préoccupations des Français, qui en attendent beaucoup, qui ne tournent pas le dos à l'Etat, bien au contraire. C'est une exigence renouvelée de services publics de qualité, pour toutes et tous, et dans tous les territoires. Deuxièmement, les Français sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants et de la jeunesse, frappée de plein fouet par le Covid et ses conséquences. D'où un regain d'intérêt pour l'éducation, véritable clef de voûte pour assurer un avenir meilleur, être formé, acquérir du savoir et des compétences, trouver un emploi.

Ces préoccupations nous obligent, nous communistes, à porter des propositions ambitieuses, audacieuses, de rupture sur ces sujets. C'est le cas sur l'éducation avec trois mesures phares que nous portons, et je salue le travail précieux de Marine Roussillon et de la commission école. Ces trois mesures, quelles sont-elles ? L'allongement du temps scolaire à 32 heures par semaine, pour augmenter le temps de travail en classe, redonner du sens à l'apprentissage, lutter contre les inégalités du travail à la maison ; recruter 90 000 enseignants, soit 10% de profs et d'instituteurs en plus pour nos enfants ; enfin, une mesure budgétaire pour accompagner cette ambition, avec une augmentation de 50% du budget de l'Éducation Nationale et de l'enseignement supérieur. Cette ambition se résume en une phrase : donner à l'école publique gratuite les moyens de faire réussir tous les élèves. Ces mesures doivent être martelées : aux préoccupations des Français doivent répondre inlassablement nos propositions.

Autre enseignement de cette étude : le relèvement des salaires et le pouvoir d'achat, mais aussi la lutte contre le chômage et la précarité, qui progressent nettement dans l'opinion. La question des salaires et du pouvoir d'achat est « très prioritaire » pour 60% des Français (+16 points en 4 ans).

Nous le constatons chaque jour dans nos échanges : la question des petits salaires, qui ne permettent plus de vivre dignement de son travail, de se loger, d'offrir une éducation de qualité à ses enfants, doit être au cœur de l'élection présidentielle. La France meurt de ses travailleurs pauvres, de ses femmes et ses hommes obligés de cumuler plusieurs petits boulots pour joindre les deux bouts.

Un seul exemple : depuis 2010, le point d'indice des fonctionnaires est gelé. Une mesure inique, décidée par Nicolas Sarkozy, confirmé par François Hollande, poursuivi par Emmanuel Macron. Concrètement, ce sont plus de 5 millions de fonctionnaires de notre pays qui sont lésés, qui perdent du pouvoir d'achat année après année. C'est un scandale, d'autant que ce sont ces personnes que nous avons applaudies chaque soir à 20h pendant le confinement. D'aucuns s'interrogent sur le décrochage de certaines couches de la population : une partie de la réponse se trouve là, chez ces personnes dévouées aux services publics, ces travailleurs essentiels qui font tourner la France et à qui les gouvernements successifs tournent le dos.

Nous, nous le disons clairement : le travail doit payer, et cela doit passer par des augmentations immédiates des salaires. Le SMIC, pour commencer, doit être porté à 1800 euros brut, contre 1554 euros aujourd'hui. Cela représente une augmentation de 15%, absolument indispensable. Et sachez que 15% d'augmentations, c'est deux fois moins que ce que les grands patrons ont connu comme augmentation de revenus en 2021 : et oui, pendant que la France galère, les dirigeants du CAC 40 ont vu leurs revenus augmenter de 30% en un an.

Ce grand retour en force de la question salariale ne doit pas concerner que le SMIC, mais plus largement tous les Français modestes et de classe moyenne. Et l'Etat doit montrer l'exemple : nous proposons l'augmentation de 30% des salaires pour tous les agents de la Fonction Publique. Certains nous interpellent sur le « coût » de la mesure ? Nous leur répondrons : cela représente 60 milliards d'euros, et rémunérer correctement ses fonctionnaires, ce n'est pas un coût, mais un investissement pour offrir aux Français le meilleur des services publics.

La hausse des salaires doit donc être au cœur de nos débats, loin des mensonges du gouvernement qui tente de faire passer une réévaluation automatique du SMIC de 34€ brut pour un soutien au pouvoir d'achat des Français.

Ce ripolage de Macron n'est pas une exception : au contraire, c'est la tactique qu'il semble avoir adopté depuis la rentrée, alors que le Président des riches se mue progressivement en candidat, sans se déclarer, à grands coups de déplacements présidentiels et d'annonces clinquantes. Mais qu'en est-il vraiment ?

B. L'entrée en campagne du Président des riches : ripolage et écran de fumée

Emmanuel Macron n'est pas officiellement candidat mais c'est tout comme. 3 jours à Marseille, des déplacements dans les Alpes-de-Haute-Provence sur l'agriculture, à Beauvais sur la sécurité, mais aussi à Nice, en Eure-et-Loir... Bref, à chaque jour ou presque sa mise en scène et ses annonces, des centaines de millions d'euros annoncés en soutien à des secteurs entiers pourtant sinistrés depuis son élection et pour lesquels il n'avait pas manifesté la moindre attention pendant les quatre dernières années. On voudrait nous faire croire que subitement, Jupiter a pris conscience des difficultés du pays et qu'il s'agirait de sortir le chéquier.

Je vais citer deux exemples.

Le cas des sages-femmes d'abord, mobilisées ce vendredi, les grandes oubliées du Ségur de la Santé, et qui souffrent tant de la précarité et qui ont multiplié les manifestations. Voilà que le Ministère de la Santé a annoncé subitement, après 4 ans de désintérêt notoire, l'octroi d'une prime de 100 euros brut par mois, ainsi qu'une revalorisation salariale qui ne concernera même pas tous les personnels. Très largement insuffisant donc, voire à côté de la plaque, selon le Conseil National de l'Ordre des sages-femmes, pour qui ces mesures ne répondent pas aux enjeux de la profession : les effectifs, les recrutements nécessaires, la qualité de la prise en charge des patientes comme des nouveau-nés. Aucun de ces enjeux n'a été traité alors qu'il était au cœur de la mobilisation des sages-femmes et du ras-le-bol exprimé.

Le cas du chèque-énergie exceptionnel annoncé par Castex il y a une semaine répond de la même logique : une mesure de dernière minute, improvisée, pour espérer calmer les colères. De quoi s'agit-il ? Un chèque de 100 euros pour aider 5 millions de familles les plus en difficulté à payer leurs factures énergétiques. D'accord, mais quid des 25 autres millions de familles qui n'auront rien et qui ont vu les factures exploser ces dernières années, que ce soit le gaz ou l'électricité, et qui se sont heurtées à l'indifférence du gouvernement ? Il s'agit d'un pansement sur une jambe de bois, là où il faudrait des

mesures efficaces d'ensemble, d'urgence, et structurelles, de long terme, pour lutter contre l'augmentation des prix de l'énergie. C'est ce que nous proposons, avec le blocage immédiat des prix de l'énergie, pour protéger les Français alors qu'est prévue une énième augmentation du prix de l'électricité et du gaz au 1^{er} octobre ; et à moyen terme, une division du prix par deux pour les Français, avec un tarif fixé par l'Etat et une souveraineté retrouvée sur notre production comme sur notre distribution grâce à la nationalisation d'Engie.

Elles sont chez nous, les mesures concrètes et ambitieuses, à l'opposé des engagements de dernière minute d'Emmanuel Macron, qui ne doivent pas faire oublier le vrai bilan du Président : les gagnants du quinquennat sont les plus riches. Deux chiffres à l'appui, avancés non pas par une ONG mais par la commission des finances du Sénat : la suppression de l'ISF et de la Flat Tax ont fait gagner en moyenne plus de 100 000 euros aux 1300 foyers les plus riches ; et même plus d'un million d'euros aux 100 foyers les plus riches de notre pays.

4 ans de champagne pour les plus riches, et 4 mois de cacahuètes jetées au pied des Français modestes et de la classe moyenne, oubliés pendant toute la durée du quinquennat. Les cacahuètes ne font pas oublier le champagne. 4 mois ne font pas oublier 4 ans.

L'inflexion n'est que de façade et le « en même temps » une mascarade.

Cette politique libérale se poursuit, mois après mois, avec notamment l'entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2021 de la réforme de l'assurance-chômage. Très concrètement, c'est plus d'un million de Français qui vont voir leurs allocations baisser, dans un contexte inédit de crise sanitaire, économique et sociale. L'objectif du gouvernement est très simple : économiser 1,3 milliards d'euros. Comment peut-on parler d'une réforme « sociale » ou « juste », pour reprendre les mots du gouvernement, dès lors qu'elle n'est qu'une loi préparée par Bercy pour aller tondre plus encore les Français plus précaires et fragilisés par la crise.

La logique libérale qui sous-tend cette réforme est abjecte : baisser l'indemnité des chômeurs pour les inciter à trouver du travail. Mais le gouvernement ignore-t-il que 42% des chômeurs touchent une indemnité inférieure à 500% ? Que 30% des chômeurs ne touchent aucune indemnité ? Aucune baisse de droits n'a jamais permis de créer des emplois, et je salue nos amis de la CGT qui se battent contre cette mesure injuste.

Permettez-moi donc de remettre en perspective les dernières annonces du gouvernement, qui ne sont qu'un opportunisme de campagne électorale, un écran de fumée, alors que se poursuit la politique libérale et de soutien aux plus riches, à bas bruit, sans tambour ni trompette.

Je voudrais m'arrêter quelques instants sur une politique menée par le gouvernement depuis 2017 et qui éclaire bien mieux les intentions réelles du Président de la République : l'impôt sur les sociétés. La fiscalité des entreprises ne cesse de baisser depuis des années. Il était de 32% au début des années 2010, avec Macron, il passera à 25% l'année prochaine. Le problème vient d'ailleurs de plus loin : jusqu'au milieu des années 1980, l'impôt sur les sociétés s'élevait à 50%, rendez-vous compte. Cela est donc possible.

On cherche des budgets pour répondre aux vraies problématiques du plus grand nombre : l'argent est là, et le gouvernement se prive volontairement de recettes et de capacité d'action, organisant sa propre impuissance. L'argent magique existe bel et bien, pour les grandes entreprises, pour les riches, pour tous ceux qui ne savent que faire de leur argent, distribué sous formes de milliards d'euros de dividendes, épargné ou investi en bourse. De l'argent il y en a, beaucoup, mais jamais pour assumer ses devoirs de citoyen et payer ses impôts. Si certains parlent de cadeaux, c'est là qu'ils se trouvent.

Pour tous les autres, il faudrait se serrer la ceinture, accepter en silence de voir ses revenus stagner quand les factures augmentent.

Emmanuel Macron essaie donc de remplir une baignoire avec une bulle de savon. C'est un art, certes, mais nous ne sommes pas dupes. Ces concessions de pacotille doivent être dénoncées, alors que le rythme s'accélère à moins de 200 jours du premier tour.

C. Un paysage politique qui se précise : à droite toute

Le paysage politique se précise, et c'est bien normal à mesure que passent les semaines. Premier constat saisissant : l'échiquier penche clairement à droite en nombre de candidats déclarés ou sur le point de le faire, que ce soit à l'extrême-droite avec Marine Le Pen, Éric Zemmour, Florian Philippot, Nicolas Dupont-Aignan à des nuances de droites dures avec François Asselineau ou Jean-Frédéric Poisson.

Et ce n'est pas sans conséquence sur la structuration du débat public, pollué sans cesse par des polémiques honteuses, savamment relayées voire orchestrées par certains médias qui jouent un jeu très dangereux. Sans m'appesantir, quelle honte de passer plusieurs jours à débattre des prénoms de nos enfants sur toutes les chaînes de télévision et laisser toute la place à un multirécidiviste de la haine, condamné par la justice pour cela et qui est invité partout pour répandre sa bile. Une première précision s'impose : la haine ne remplit pas le frigo ni ne paye les factures. Il nous faut le matraquer car il est incontestable que cette campagne part sur des bases très à droite, inquiétantes bien évidemment.

La question mérite d'être posée : quelle doit être notre stratégie pour lutter contre l'extrême-droite ? Nous avons tous en tête le débat de jeudi sur BFM, et les polémiques qui ont accompagné son organisation.

Pour nous, l'extrême-droite, elle se combat sur le terrain, mètre par mètre, dans les têtes et dans les urnes. C'est ce qui nous différencie foncièrement d'autres formations politiques, et je voudrais saluer une nouvelle fois nos camarades qui sont allés gagner des cantons dans le Pas-de-Calais, aux dernières élections départementales, face à des candidats du RN et sur des terres que l'on disait acquises à l'extrême-droite. Ce fut le cas à Denain par exemple, terre d'élection du député RN Sébastien Chenu, où notre binôme s'est imposé à 54% face au binôme frontiste. Le 27 juin, ce sont 9 des nôtres qui ont été élus au Conseil départemental du Pas-de-Calais : c'est 5 de plus que dans le conseil sortant. Et dans le même temps, le Rassemblement National a divisé par deux sa présence, avec un nombre d'élus passant de 12 à 6. Ils sont là les résultats. Et je voudrais saluer Hervé Poly, notre secrétaire fédéral, pour cette belle victoire dans le bassin minier, pleine d'espoir, et qui a la saveur du combat et de la persévérance. J'ai pris cet exemple, je pourrais en citer d'autres bien sûr, notamment les Pyrénées-Orientales, à l'autre bout de l'hexagone, où nous avons également enregistré de beaux succès face au RN, alors même qu'il y a un an, ce parti faisait main basse sur Perpignan. J'en retiens une chose. Ce ne sont pas les joutes médiatiques à grand spectacle qui font reculer le RN. C'est le souci du concret, de l'utile, le militantisme opiniâtre et obstiné, la capacité à faire croire à nouveau en la politique en joignant le geste à la parole.

Ces victoires dont je viens de parler, elles sont le signe de notre travail, de notre vitalité, de notre implantation locale. Elles constituent le frémissement des Jours heureux. Elles sont le fruit de l'engagement sans failles de nos 6000 élus et 700 maires qui consacrent toute leur énergie à apporter des solutions, à résoudre les problèmes du quotidien, à écouter nos concitoyens ; qui se battent tous les jours, aux quatre coins de la France, loin des caméras, sans rien attendre en retour, pour donner un coup de pouce à une famille en difficulté, venir aider un père ou une mère qui perd son boulot, se mobiliser contre la fermeture d'une usine, lutter pour de nouveaux droits etc... C'est ça le

communisme, c'est ça le sens de la candidature de Fabien. Et ce sont autant d'appuis pour la candidature de Fabien.

Matin, midi et soir, on nous gave de débats sur l'identité. Il faut sortir de cette spirale, imposer nos sujets dans le débat, ceux qui concernent les Français. Cela doit passer par une présence médiatique, bien sûr, mais aussi et surtout sur le terrain, avec une mobilisation de tous les communistes, partout en France.

II. Notre campagne : une séquence de rentrée réussie qui doit nous permettre d'accélérer

A. Fabien Roussel sur tous les fronts

Notre rentrée politique et médiatique a été chargée, et nous pouvons nous en féliciter : Fabien a été sur tous les fronts. Permettez-moi de revenir sur quelques dates et évènements clefs qui ont structuré notre rentrée.

L'université d'été du Parti, pour commencer, qui s'est tenue comme vous le savez du 27 au 29 août à Aix-en-Provence. Elle a été un temps fort de rassemblement des communistes, d'échanges, de débats, de formation mais aussi de convivialité. Elle nous a aussi permis de nous positionner très clairement sur le débat qui animait la fin de l'été : la vaccination obligatoire. Cette prise de parole extrêmement claire de Fabien, relayée sur les réseaux sociaux puis reprise par la presse traditionnelle, nous a permis de nous faire une place dans la rentrée politique. C'est un enseignement à garder pour la suite de la campagne.

La Fête de l'Huma, ensuite, bien évidemment, la grande fête populaire tant attendue après une année 2020 qui avait été forcément difficile. Et quel plaisir de se retrouver, de renouer avec ce weekend de partage, de rencontres, de débats, avec les militants, les forces politiques, le monde du travail, de la culture, de la solidarité internationale. Une année de plus, la Fête a constitué une bouffée d'oxygène militante à la rentrée, et je voudrais remercier et rendre hommage une nouvelle à tous les bâtisseurs, tous les camarades qui ont donné du temps, de l'énergie, pour que cette édition se tienne dans les meilleures conditions et que la Fête soit un succès.

La Fête de l'Huma a aussi été un temps fort politique de notre rentrée, bien sûr, avec le meeting de Fabien, sur la grande scène, et qui a rassemblé 15 000 personnes. Et ce weekend a aussi été un succès du fait de relais médiatiques importants, avec notamment deux duplex TV avec TF1 et France 2 qui ont permis de faire passer nos messages et de nous faire entendre des Français.

Médiatiquement, la rentrée a incontestablement été marquée également par la participation de Fabien à l'émission Questions Politiques, dimanche dernier, le 19 septembre. Les retours sont excellents, de même que l'audience, puisque l'on compte 1,8 million d'auditeurs : autant de personnes à qui l'on s'adresse sur les salaires, le pouvoir d'achat, le nucléaire, l'école, et qui entendent directement nos propositions. Là aussi, c'est une belle réussite, qu'il faudra reproduire bien évidemment.

Enfin, Fabien est aussi présent en librairie depuis le 2 septembre, avec la publication du livre *Ma France, Heureuse, solidaire, digne*, qui permet de développer notre vision pour le pays et de faire connaître notre candidat. Là aussi les voyants sont au vert, avec une couverture presse positive – des chroniques ayant notamment porté sur le choix du titre du livre, et tant mieux – et des chiffres encourageants qui ont nécessité une réédition.

Une rentrée réussie donc, un candidat sur tous les fronts, mais nous devons nous projeter sur dans une nouvelle phase de la campagne.

B. La priorité : une campagne de tous les communistes

Notre candidat est en campagne. Il se mobilise tous azimuts. Il le fait sur le terrain. Il le fait sur les médias qui nous accordent une visibilité nouvelle. Tant mieux. Mais cela ne suffit pas. Il convient maintenant de mobiliser à plein notre collectif militant. Ne l'oublions pas : ce sont des dizaines de milliers de camarades qui ont désigné Fabien candidat à la Présidence de la République. Cette force militante-là, il faut maintenant la déployer partout, à travers tout le territoire, dans les villes et les villages de France. Nous avons tout ce qu'il faut pour aller au contact. Une affiche, un tract imprimé en quadri consacré aux enjeux très actuels de l'emploi et des salaires, des modèles de tracts (j'attire votre attention sur celui consacré au prix de l'énergie). L'équipe communication a également mis à disposition des sections des outils pour gagner en visibilité lors de nos initiatives : des kakemonos, des drapeaux, des autocollants. Ils peuvent être commandés auprès de l'équipe com, et je réjouis que beaucoup de commandes aient été d'ores et déjà passées. J'ajoute qu'une charte graphique sera envoyée à l'ensemble des FD dès ce lundi, permettant à chacun de bâtir ses propres initiatives aux couleurs de la campagne de Fabien Roussel et du Défi des Jours Heureux.

Bref, tout est là pour faire campagne, pour aller sur les marchés, à la sortie des entreprises comme aux porte à porte. Nous avons un bon candidat. Il commence à être repéré, écouté, apprécié. Mais ses prestations médiatiques ne suffiront pas à nous faire décoller. Les communistes ne peuvent pas être les spectateurs d'une campagne qu'ils se contenteraient de commenter. Il nous faut maintenant, sans tarder, aller en campagne.

Permettez-moi, à ce sujet, d'insister sur 3 points qui doivent attirer toute notre attention.

D'abord la constitution partout où nous le pouvons des comités des jours heureux. Il s'agit d'organiser la mobilisation électorale sur le terrain et de permettre à toutes celles et ceux qui se retrouvent dans la candidature de Fabien Roussel de rejoindre la campagne

- Des comités à la fois comités de soutien à la candidature et comités d'initiatives pour le mouvement de transformation de la société que nous voulons faire grandir : la situation du pays, les nombreuses urgences sanitaires, sociales et économiques, écologiques et le besoin de luttes puissantes et d'une alternative politique pour y répondre montrent le besoin d'une telle dynamique.
- Ils peuvent par exemple être créés par les secrétaires de sections ou en lien avec eux par des élus qui parrainent la candidature de Fabien et sont un atout pour élargir le rassemblement autour de sa candidature.
- Des lieux d'échange, d'unité et d'action concrète pour la candidature à l'heure où la politique du pouvoir ne cesse de fragmenter la société française, de diviser le peuple. Ils seront un point d'appui pour contrer les thèmes et l'agenda politique qu'il veut nous imposer et déployer notre campagne présidentielle autour de nos propres thèmes.
- Ils peuvent être alimentés par nos initiatives sur l'emploi, les rencontres des jours heureux, la construction du projet avec le site lafranceencommun.fr

Ensuite, la mobilisation sur les réseaux sociaux. La campagne politique se mènera sur le terrain, dans les médias, mais aussi sur les réseaux sociaux. Depuis le 9 mai dernier, nous avons déployé une série de nouveaux supports et engagé un renforcement de nos forces nationales pour animer la bataille digitale. Oui, une partie de la campagne se jouera sur les réseaux sociaux, principalement sur Facebook d'ailleurs et nous avons en la matière beaucoup de marges de manœuvre. Nous ne sommes pas en ordre de bataille, et bien souvent, nos militants sont peu actifs sur les réseaux se contentant de

recevoir les informations diffusés par la communication nationale, sans les relayer. Pour le dire plus simple, nos militants likent mais ne partagent pas. Or, sans cela nous ne briseront d'un côté les algorithmes des réseaux sociaux et d'autre part la faiblesse liée au fait que nous soyons un petit émetteur en comparaison avec d'autres candi dats. Il faut donc bien avoir conscience de l'enjeu qui existe à individuellement, toutes et tous, se convertir en activiste du web et des réseaux sociaux. A penser la campagne comme une série de gestes à produire sur les réseaux sociaux pour relayer dans nos entourages respectifs nos messages et nos supports. Vous avez à votre disposition un site internet fabienrousseau2022.fr qui a vocation à devenir le site ressources de la campagne sur lequel vous trouverez toutes les informations nécessaires. Celui-ci est encore amplement sous utilisé. Beaucoup de fédérations ne le mentionnent toujours pas sur leur site internet ce qui nous pose un problème de référencement sur les moteurs de recherche. Or, pour avoir accès à notre actualité de campagne encore faut il que l'on puisse la trouver. Nous avons aussi une page Facebook dédiée à la campagne qui elle aussi souffre encore d'une trop faible audience, il nous agir en tant que responsable politique pour la faire connaître, la diffuser auprès des camarades et même au-delà. Au delà des supports nationaux, nous devons tous devenir des ambassadeurs de cette campagne, à l'image par exemple du groupe les Jeunes avec Roussel, et à partir de nos propres pages et comptes produire du contenu et des messages pour déployer pleinement notre campagne. C'est ainsi que nous mènerons efficacement la bataille des réseaux sociaux qui au-delà d'une simple question de forme et de support représente aujourd'hui une part croissante de la bataille idéologique et politique.

Enfin, la collecte des parrainages. Le recueil des promesses parrainages progresse bien. L'enjeu est en réalité double. Il ne s'agit pas seulement d'atteindre les 500 signatures mais de les dépasser et de mobiliser tous les élus engagés aux côtés du candidat dans la campagne elle-même, par exemple en jouant un rôle de premier plan dans les comités des jours heureux pour contribuer à un large rassemblement. Fabien s'adressera vers la mi-octobre à l'ensemble des Maires de France. Ce sera pour lui, pour nous, l'occasion de leur présenter notre candidat, ses propositions, tout particulièrement sur l'aménagement du territoire, de rappeler notre attachement à l'échelle communale qui a été si durement mise à l'épreuve par les réformes bureaucratiques qui se sont multipliées ces dernières années comme par les coupes budgétaires. Fabien sera le candidat qui défend les communes, héritage de la Révolution française, échelle de base de la démocratie, espace de prédilection dans lequel se déploient les services publics de proximité. L'expérience du COVID et des confinements l'a suffisamment montré pour que je n'aie pas besoin d'allonger la démonstration. En revanche, j'insiste sur la nécessaire collecte des parrainages. Il faut, là aussi accélérer, en lien avec nos suivis régionaux et nos secrétaires départementaux.

C. Le calendrier des Jours Heureux jusqu'à décembre

J'en viens maintenant aux grandes initiatives que nous allons mener d'ici la fin de l'année 2021, d'ici le mois de décembre. Christian Piquet évoquera cet après-midi l'élaboration du programme. Pierre Lacaze présentera un point sur la préparation des élections législatives. Je n'y reviendrai donc pas ici. Si ce n'est pour dire qu'il faut à l'heure qu'il est consacrer notre énergie au déploiement de la campagne présidentielle.

Trois points.

Un. Notre campagne, nous la voulons en prise avec les préoccupations et les mobilisations sociales. C'est même la marque de fabrique de notre candidat. Fabien l'a dit. Il veut être un candidat utile aux luttes, utiles toute de suite aux mobilisations et à tous ceux qui résistent au patronat et au pouvoir en place.

Il convient donc d'être très attentif aux échéances sociales à venir, en particulier lors des journées d'actions intersyndicales du 1^{er} octobre pour exiger la revalorisation des retraites et le 5 octobre pour l'emploi et les salaires. Toutes les fédérations ont reçu le premier 4-pages de notre campagne sur ce

thème. Je l'ai dit tout à l'heure. Il a le mérite d'être simple et concret. Ayons-le en main à l'occasion de toutes ces mobilisations.

Deux. D'ici à la fin de l'année, nous voulons mettre au coeur du débat public plusieurs thèmes à la travers « les rencontres des jours heureux ». De quoi s'agit-il ? D'assemblées populaires dans des villes petites et moyennes en présence de notre candidat qui doivent nous permettre de mettre en débat et d'enrichir nos premières propositions de campagne. Nous avons fait le choix de ce format, un peu différent de celui des traditionnels meetings qui viendront en leur temps, pour deux raisons. Nous avons voulu des rencontres participatives pour mettre en exergue l'une des grandes qualités de notre candidat : l'écoute, la capacité d'échange, un candidat proche des gens, qui connaît leurs problèmes et se nourrit du dialogue qu'il entretient avec eux. Nous avons en outre fait le choix de tenir ces rencontres dans des villes petites et moyennes pour parler à cette France qui n'est pas celle des grandes métropoles, qui est trop souvent ignorées des politiques publiques, installer Fabien comme le candidat des territoires.

Ces rencontres sont en train de se construire. La première aura lieu le 6 octobre à Billom (Puy-de-Dôme). Elle coïncidera avec le Sommet de l'élevage et portera sur les enjeux de l'agriculture, de la ruralité et de l'alimentation.

D'autres suivront :

Santé, vaccins, recherches à Ramonville (Haute-Garonne) – samedi 16 octobre

Ecologie, environnement, énergie (Rennes) – mercredi 27 octobre

Jeunesse à Poitiers – mercredi 10 novembre

Emploi, salaires, nouveaux modes de production à Paris – samedi 21 novembre

Education, formation à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) – vendredi 3 décembre

Finances, réorientation des richesses, évasion fiscale, Europe à Strasbourg – date à préciser

Faisons de ces rencontres des Jours Heureux de grands et beaux moments de campagne en pensant l'amont et l'aval. Avant, en amont : en veillant à la mobilisation et en y invitant largement dans les territoires concernés. Pendant : en organisant la diffusion vidéo de ces rencontres en direct dans les sections, à l'occasion de la création des comités des Jours Heureux. En aval : chaque rencontre se terminera par une intervention de FR avec des propositions concrètes qui pourront ensuite être diffusées par lettres, tracts...

Trois. Dans le calendrier de notre campagne, la bataille pour l'emploi sera décisive dans l'identification de notre projet politique. Deux rendez-vous doivent d'ores et déjà être préparés dans toutes les fédérations :

- la semaine de mobilisation décentralisée du 9 au 16 octobre
- l'initiative nationale du 21 novembre à Paris où nous prévoyons un grand rassemblement avec une montée sur la capitale des fédérations avec des travailleurs du public comme du privé de chaque département